



Cultures & Conflits
Articles inédits

Violences et contrôle de la violence au Brésil, en Afrique et à Goa

Dossier de Lusotopie de 2003 inédit en ligne

Angelina Peralva



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/1992>

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Référence électronique

Angelina Peralva, « Violences et contrôle de la violence au Brésil, en Afrique et à Goa », *Cultures & Conflits* [En ligne], Articles inédits, mis en ligne le 13 mars 2006, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/1992>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Creative Commons License

Violences et contrôle de la violence au Brésil, en Afrique et à Goa

Dossier de Lusotopie de 2003 inédit en ligne

Angelina Peralva

- 1 *Lusotopie* 2003 présente, sous la direction de Camille Goirand, un dossier intitulé « Violences et contrôle de la violence au Brésil, en Afrique et à Goa ». En tout quinze articles, portant sur un large spectre de situations, avec, pour point commun le thème de la violence : de sa compréhension possible (objet de la première partie « violences sociales et politiques »), et, surtout, de son contrôle, notamment lorsqu'il met en avant des mécanismes de mobilisation de la société civile (objet de la deuxième partie « Sécurité publique et société civile »). Dans la première partie, quatre articles se réfèrent à l'Afrique postcoloniale portugaise, trois au Brésil ; dans la deuxième partie, six articles se réfèrent encore au Brésil, alors que deux autres seulement concernent Goa et le Mozambique.
- 2 Autant dire que ce dossier a pour objet en tout premier lieu la situation brésilienne. Ceux qui ne sont pas sans ignorer le caractère extrême et chronique de la violence qui sévit depuis vingt-cinq ans au Brésil ne pourront que saluer l'occasion donnée aux lecteurs français de prendre contact avec un ensemble aussi significatif de textes signés par des universitaires brésiliens qui sont des spécialistes de longue date dans ce domaine de recherche. C'est, à ma connaissance, la première fois qu'un tel nombre d'articles sur la violence au Brésil est réuni dans une seule publication en France, ce qui suggère déjà l'importance de ce numéro.
- 3 Un mot d'abord sur ce sous-ensemble particulier que forment ces papiers à l'intérieur du dossier. La violence qu'ils évoquent, le plus souvent urbaine, façonne de long en large la vie du pays. Alors que, jusque dans un passé récent, la modernité des villes semblait s'opposer à l'archaïsme du monde rural, où de grands propriétaires terriens écrasaient sous leurs bottes des travailleurs misérables, aujourd'hui une telle image apparaîtrait pour le moins désuète. Les campagnes brésiliennes ont vu se développer un mouvement social de dimensions nationales, celui des paysans sans terre – et, bien que la violence en milieu rural persiste, elle est sans proportions avec celle qui sévit en ville ; mais, surtout, elle n'a plus le même visage que par le passé.

- 4 Ainsi l'article de Regina Beatriz Guimarães, « Occupation, villes et violence en Amazonie », laisse percevoir la forme brutale que prennent les stratégies d'occupation et développement de la frontière économique amazonienne. La violence y est « sociale » au sens le plus classique du terme, mais les rapports de force qu'elle implique n'opposent pas des classes de latifundistes et de paysans. S'opposent plutôt des investisseurs modernes, nouvellement installés dans la région, et des travailleurs nomades qui traversent à pied, en quête de travail, de larges extensions du territoire, sans jamais marquer un très long temps d'arrêt. Il n'est pas rare qu'ils œuvrent dans des conditions d'esclavage (au sein même de ces entreprises modernes venues coloniser l'Amazonie – étrange paradoxe que José de Souza Martins, grand spécialiste du monde rural brésilien, a souvent dénoncé), ou qu'ils soient expulsés vers des espaces de plus en plus lointains, exclus et dévalorisés. Aussi, dit Guimarães, ils changent d'activité en permanence : « *ils passent du labour à l'extraction de l'or et du diamant, ou encore à l'abattage des arbres, et même aux grandes exploitations et aux grands projets industriels* ». Travailleurs hybrides, ils ne se définissent pas par l'espèce – plurielle – d'activité qu'ils développent, mais par la mobilité. On les appelle les « pieds enflés », ce qui suggère une condition sociale par nature complexe, qu'ils revendiquent en tant que doublement définie par l'absence radicale de protection sociale et juridique, mais aussi par ce qu'elle comporte en termes de capacité d'initiative et liberté.
- 5 En ce sens, l'article montre très bien l'ampleur des processus d'individualisation à l'œuvre dans la société brésilienne. Comme ailleurs, la frontière culturelle entre le rural et l'urbain est pour l'essentiel tombée. Et si la sphère du droit semble trouver en ville une assise un peu plus solide, grâce à des outils institutionnels qui y sont après tout plus anciens, la violence n'y est pas moindre, au contraire. Mais, en ville comme à la campagne, les représentations concernant les relations entre le permis et l'interdit échappent à toute définition de type moralisant ou normatif. C'est ce que nous dit João Trajano Sento-Sé (« *O discurso público da violência e da juventude no Rio de Janeiro* »), en évoquant sa propre perplexité face aux raisons, étrangement aléatoires, pour lesquelles des jeunes qui vivent au quotidien dans les favelas de Rio, des relations de proximité avec des narcotrafiquants choisissent d'adhérer ou de ne pas adhérer au narcotrafic, ou seulement par moments. Là encore, la conscience de l'injustice de leurs conditions de vie va de pair, pour ces jeunes, avec la liberté revendiquée des choix qu'ils effectuent. Et ils refusent, comme étant une négation de cette liberté, des propos bien pensants qui évoquent leur situation économique comme une contrainte insurmontable qui les pousserait vers le crime – des propos qu'ils perçoivent comme discriminatoires et faux.
- 6 Un article de Nancy Cardia clôt la première partie du sous-ensemble brésilien. Son objectif, à partir d'une enquête par questionnaires portant sur l'ensemble de la ville de São Paulo, et sur trois de ses quartiers les plus exposés à la violence, est d'examiner l'éventuel impact d'une telle exposition sur les valeurs des enquêtés. Elle en conclut que cet impact est réel. Les opinions exprimées semblent modulables en fonction de l'indice d'exposition à la violence à laquelle sont soumises les personnes interviewées : les individus qui vivent les situations de violence les plus dures sont aussi ceux qui expriment les opinions les plus radicales concernant le traitement policier et pénal à être dispensé aux criminels ; plus facilement que d'autres, ils auraient tendance à admettre certaines pratiques policières à l'écart de la loi, comme la torture par exemple, au nom de leur efficacité supposé pour que soient mis derrière les barreaux des individus perçus comme particulièrement dangereux. Au lecteur français non initié dans les tenants et les

aboutissants de la violence brésilienne, cet article offre une vue d'ensemble, finement chiffrée, sur le problème ; et, nonobstant le fait qu'il s'agit ici de l'étude d'un cas, cette étude n'est pas moins représentative des grandes tendances que revêt le phénomène au niveau national. L'enquête prolonge, d'ailleurs, d'une certaine manière, une autre recherche sur valeurs, normes et attitudes des Brésiliens face à la violence, que Nancy Cardia a dirigée pour le Ministère de la justice dans dix capitales brésiliennes. Là comme ici, pourtant – et j'ai déjà eu l'occasion de le dire autre part – le plus étonnant pour moi reste encore la faiblesse relative de cette modulation qu'évoque Nancy Cardia et qui l'intéresse tant, comparativement à l'adhésion tendancielle, croissante et massive, des Brésiliens aux principes des droits de l'Homme. Pour les observateurs de la situation française, qui savent combien le thème de la violence s'associe dans l'Hexagone à l'élévation des scores électoraux de l'extrême droite, le paradoxe est indiscutable¹.

- 7 Comment le Brésil répond-il à cette violence extrême ? Dans la deuxième partie du dossier, l'article de Jean-François Deluchey (« Nouvelles approches de la sécurité urbaine au Brésil ») amorce un début de réponse à travers l'étude d'un cas, celui de Belém do Pará (Amazonie orientale). Pas n'importe quel cas, puisque ce texte aborde une expérience de réforme de la police menée par le gouverneur Almir Gabriel, suite à un massacre de paysans sans terre – l'un des plus bouleversants auxquels ait assisté la jeune démocratie brésilienne – auquel son nom reste indissolublement lié : Eldorado dos Carajás où, en avril 1996, dix-neuf travailleurs ont péri lors d'un affrontement avec la police militaire. Almir Gabriel étant un proche du président de la République de l'époque, Fernando Henrique Cardoso, ce massacre a donné lieu à une mobilisation sans précédent de la part du gouvernement fédéral, tant dans l'aide apportée aux familles des disparus qu'en vue de l'accélération des procédures de justice ; il a été aussi possible de faire voter par le Congrès national un certain nombre de réformes de la police dont certaines allant, pour la première fois dans l'histoire démocratique du Brésil, dans le sens de la construction d'une politique de sécurité publique au niveau national, comme l'indique Jean-François Deluchey dans la dernière partie de son article. Même si ce processus progresse lentement et si ses fruits sont aujourd'hui encore peu visibles, toujours est-il qu'une démarche de coordination de la sécurité publique par le gouvernement fédéral est en train d'émerger dans l'ensemble du pays. La réforme essaye de combiner stratégies de proximité et articulation institutionnelle des polices au niveau des états fédérés, entre ceux-ci et l'Union. L'importance relative de chacune de ces stratégies reste pour l'instant sujette à caution, comme le montre très bien Deluchey. Pour ce qui concerne la « proximité », elle est assez directement redevable du prestige acquis par l'idée de « participation » dans le cadre de la démocratie brésilienne, notamment sur le plan de la gestion locale. L'idée de soumettre l'action de la police dans les quartiers au contrôle de la population est partie intégrante de la réforme de Belém, mais ses limites sont aussi clairement indiquées dans ce texte.
- 8 Un des traits majeurs de l'expérience fédérative brésilienne est, par définition, son hétérogénéité – qui n'est pas qu'un défaut puisqu'elle permet de faire place à des expérimentations multiples, qui, souvent se généralisent ensuite, par emprunt. C'est le cas, par exemple, du dispositif « *Disque denúncia* » (« Appelez dénonciation »), centrale d'appels téléphoniques vouée à accueillir des plaintes anonymes à l'encontre de policiers et/ou délinquants, soumises ensuite à vérification. Ce dispositif, d'abord créé à Rio de Janeiro, s'est ensuite étendu à São Paulo et à d'autres états fédérés. L'article de Paulo de Mesquita Neto et de Carolina Mattos Ricardo, « *O Fórum metropolitano de segurança pública e*

a ampliação do debate sobre a violência em São Paulo », fait état justement de l'une de ces expérimentations, qu'il inscrit dans le prolongement d'une large mobilisation de la société civile brésilienne dans la lutte contre la violence. Il s'agit de la coordination d'un ensemble d'initiatives relevant de la sphère municipale au niveau de trente-neuf communes de la région métropolitaine de la ville de São Paulo, orientées vers la prévention. Les auteurs expliquent que les maires au Brésil, comme en France, ne sont pas investis d'un pouvoir de police ; mais qu'ils peuvent suppléer de diverses manières l'action des polices menée au niveau des états fédérés et de l'Union. Si on laisse de côté l'idée (qui ne bénéficie pas de consensus) d'attribuer aux gardes municipales un pouvoir de police, et qui n'est qu'un aspect de la réflexion menée par le « Forum », d'autres mesures concernent, par exemple, la mise à disposition des communes, par l'état, d'un ensemble d'informations sur la criminalité disponibles à partir du système « Infocrim », la mise en place de nouvelles politiques de formation des gardes municipales, ou encore la fermeture des bars le soir – mesure adoptée par treize communes de la région métropolitaine pour répondre au phénomène des « morts au détail² ».

- 9 Encore dans le domaine des initiatives de réforme, ayant en vue de réduire la violence et améliorer les conditions de fonctionnement de la police et de la justice pénale au Brésil, Rubens Pinto Lyra (« *Gestão participativa no Brasil. A atuação dos conselhos e ouvidorias na área de segurança e justiça* ») présente un état des lieux de l'action des Conseils des droits de l'homme au niveau des états fédérés et des « auditorats » (ouvidorias) de police ou de la défense sociale. Pinto Lyra salue la formation de ces organismes, qu'il inscrit dans le prolongement d'une lutte pour la démocratie sous le prisme de la participation - lutte qui trouve ses origines dans les mobilisations contre le régime militaire dès les années 1970, à laquelle la Constitution de 1988 accorderait des lettres de noblesse. Consacrant, à côté des mécanismes de représentation, le principe de la participation directe à la gestion publique, la Constitution a aussi inspiré différentes instances de gestion et/ou contrôle « participatifs » des affaires publiques, dont celles dont il est question dans cet article. Ceci dit, les résultats, le texte le montre avec lucidité, sont encore loin d'être probants, même s'il ne faut pas sous-estimer la nouveauté que représente notamment l'instauration de mécanismes de contrôle de la police par des non policiers.
- 10 Dans un chapitre de cette deuxième partie intitulé « Sécurité publique et société civile. Impasses ? », un article de Jorge Zaverucha, « (Des)Contrôle civil sobre os militares no governo Fernando Henrique Cardoso », s'interroge sur le statut dont auraient bénéficié les forces armées au cours des deux mandats de l'ex-président. Les militaires n'auraient-ils pas pris trop de place dans la gestion des affaires publiques ? Ne seraient-ils pas, par là même, en train de mettre en péril la démocratie brésilienne ? Dans son argumentation, l'auteur va jusqu'à craindre une « réaction des casernes », si un jour un gouvernement civil en venait à s'opposer de front aux intérêts militaires. Sans le suivre sur tous les points de son argumentation, on peut admettre que les tensions opposant civils et militaires ne se sont pas entièrement résorbées depuis le retour du Brésil à un gouvernement civil en 1985³. Pourtant, l'action de lobbying entreprise par la hiérarchie militaire auprès du président de la République – par exemple pour obtenir des augmentations de salaire différenciées comparativement au service public civil en général – ne semble pas se distinguer outre mesure de celle qu'on observe chez d'autres catégories d'acteurs comme les députés, les sénateurs, ou les juges, qui échappent régulièrement au lot commun des désavantages imposés à la masse des fonctionnaires, en obtenant des avantages dont ils sont eux-mêmes à l'origine. A ce niveau, en tout cas, le

pragmatisme de l'ex-président Cardoso s'inscrit dans une filiation qui déborde largement le temps de sa gestion à la tête de l'État. Mais Zaverucha fait aussi apparaître la manière par laquelle il revient aux forces armées au Brésil de répondre aux défaillances de l'institution policière. Dès le début des années 1990, les militaires ont été invités à participer directement à la répression au narcotrafic dans les favelas de Rio de Janeiro – au grand dam d'une partie de la société civile, qui à l'époque s'est exprimée avec force contre cette décision, malgré l'efficacité relative d'une mesure ayant permis de surmonter de façon très partielle, ponctuelle et provisoire une situation de crise grave que traversait la ville. Il faut rappeler par ailleurs que le narcotrafic met directement en jeu le contrôle des frontières, domaine généralement considéré comme étant du ressort des forces armées. Reste que les militaires ne sont pas, comme on voudrait souvent le croire, forcément protégés des aléas de la contamination par le crime qui a touché les polices, et qu'ils n'ont pas été moins impliqués que d'autres secteurs de la société brésilienne dans les affaires de narcotrafic. Si on peut par moments penser que l'article de Zaverucha manque de nuances, il n'en reste pas moins que les questions qu'il soulève méritent réflexion.

- 11 Une autre impasse qui caractérise la sécurité publique au Brésil, par les temps qui courent, a trait à l'état du système carcéral, comme l'indique Fernando Salla dans un article intitulé « Os impasses da democracia brasileira. Balanço de uma década de políticas para as prisões no Brasil ». Est mise en avant l'incapacité des gouvernements démocratiques, autant au niveau fédéral qu'à celui des états fédérés, à répondre aux problèmes relevant de la sécurité publique. Aussi ont-ils le plus souvent préféré les « contourner » que les affronter, en pensant ainsi éviter des turbulences dans le rapport à l'appareil répressif. L'état actuel du système carcéral apparaît aujourd'hui, pourtant, comme l'un des écueils majeurs de ce choix. En l'espace de dix ans, le pays est passé d'une situation d'entorse avérée aux droits des prisonniers – avec, pour figure emblématique, le massacre de la maison d'arrêt « Carandiru » à São Paulo, le 2 octobre 1992, lorsque non moins de cent onze prisonniers désarmés ont été tués par des policiers militaires ayant pour mission d'étouffer un soulèvement – à une situation très différente, caractérisée par le contrôle virtuel des prisons par des groupes criminels très organisés, capables de mobiliser des appuis externes importants. La figure emblématique du conflit dans ce cas, c'est la rébellion du 18 février 2001 qui a mobilisé 28 000 prisonniers dans différentes villes de l'Etat de São Paulo. Cette absence de maîtrise sur la situation du système carcéral par l'institution s'inscrit dans une dynamique d'accroissement du nombre d'incarcérés, elle aussi sans précédents dans le pays – une situation qui favorise l'adhésion individuelle des prisonniers à telle ou telle faction du crime, comme un ressort d'autoprotection, mais qui n'a pas aidé à réduire les morts violentes dans les prisons : au contraire, leur nombre s'est considérablement élevé dans les années 1990, mais désormais en lien avec des conflits opposant les prisonniers entre eux.
- 12 Un article d'Ana Tereza Lemos-Nelson, « Groupes d'extermination dans le Brésil contemporain : obstacles et défis », clôt la partie brésilienne de ce dossier. La thèse que soutient l'auteure, et qu'elle illustre par de nombreux exemples tirés d'études de terrain, s'inscrit dans un effort d'élucidation d'une expression souvent employée pour décrire la violence actuelle au Brésil : celle de « crime organisé ». Deux points de vue, dit-elle, s'affrontent dans la littérature – celui qui rattache le développement du crime à la figure des organisations traditionnelles de type mafieux ; l'autre qui l'inscrit dans une logique beaucoup plus moderne de formation de réseaux au gré des opportunités offertes par le

marché. La thèse de Lemos-Nelson est qu'il n'y aurait pas d'opposition, mais plutôt articulation entre ces deux figures de l'organisation criminelle et que les logiques marchandes s'enracinent, autant que possible et au gré des configurations locales, dans le terreau des dominations traditionnelles.

- 13 Quelles que soient, enfin, les formes organisationnelles sous le couvert desquelles le crime se développe, sa possibilité même, au Brésil – tous les articles de ce dossier le montrent – est directement imbriquée dans une logique d'opportunités ouvertes par l'impunité et l'incapacité de l'état à assurer la sécurité des citoyens. La violence dont il est question dans le cas de l'Afrique postcoloniale portugaise a des caractéristiques très différentes, puisqu'elle dérive des limites de la construction nationale, une fois la puissance coloniale évincée. En ce sens, un effet de miroir oppose l'*ordre* colonial aux luttes postcoloniales, intestines et fratricides, auxquelles il cède la place – des luttes d'autant plus virulentes, suggèrent João Paulo Borges Coelho («Da violência colonial ordenada à ordem pos-colonial violenta : sobre um legado das guerras coloniais nas ex-colônias portuguesas») et Inge Brinkman («War and Identity in Angola: Two Case-Studies»), que les armes, largement répandues au sein de la population, sont un legs direct de la guerre anticoloniale. Malgré les accords de paix, le passé postcolonial violent qui a marqué le Mozambique continue à être présent dans sa vie politique actuelle, indique Bjorn Enge Bertelsen («Tradition, Politics and Violence in Mozambique»). Mais, surtout, dans ce Mozambique qui a somme toute réussi sa sortie de la guerre civile, l'appareil d'état et les institutions apparaissent désormais minés par le crime organisé et les trafics de tout bord. C'est ce qu'explique Jordane Bertrand («Le 'cas' Cardoso : la corruption en procès»), à travers l'analyse des suites de l'assassinat du journaliste Carlos Cardoso par des réseaux mafieux qu'il s'était employé à dénoncer. Tout n'est pourtant pas violence dans les situations postcoloniales. C'est ainsi qu'un coup d'état a mis en émoi le petit archipel de São Tomé et Príncipe, le 16 juillet 2003, sans faire couler une seule goutte de sang. Issu de mécontentements au sein de l'armée, maltraitée sur le plan budgétaire depuis l'instauration de la démocratie, il a été rapidement réglé, explique Gerhard Seibert («The bloodless coup of July 2003 in São Tomé e Príncipe»), grâce à des négociations entreprises sous la pression internationale, d'autant plus que la découverte de réserves de pétrole attire désormais (et plus que jamais par le passé) l'intérêt vers l'archipel. C'est ainsi également qu'à Goa, devenue en 1961 le 25^e état de l'Inde, la sortie de l'ordre colonial et le passage à la démocratie se sont effectués de manière tout à fait pacifique, sans que les mobilisations et les conflits de masse tournent à la violence politique de masse, comme le montre avec abondance de détails Aureliano Fernandes («Goa's Democratic Becoming and the Absence of Mass Political Violence »).
- 14 Si on admet que la violence n'est pas simplement une chose ou un problème à résoudre, mais qu'elle est plutôt une forme – aussi indésirable soit-elle – de travail sur soi effectué par des ensembles sociohistoriques particuliers, alors faut-il se demander, comme le fait Camille Goirand, quel lien peut-on trouver entre les différentes manifestations de la violence examinées dans ce dossier. Certaines sont visiblement spécifiques à l'histoire postcoloniale récente de pays auparavant soumis à la domination portugaise. D'autres, je l'ai soutenu ailleurs pour le cas du Brésil, d'un passage à la démocratie qui ne s'est pas accompagné de la construction d'institutions susceptibles de garantir le droit et la sécurité des citoyens – un gap que le pays peine à combler. Mais d'autres encore, comme cela semble être le cas aujourd'hui au Mozambique, mettent en évidence un problème nouveau, qui touche à différents titres un très grand nombre de pays : celui de la porosité

des frontières nationales aux plus divers trafics et à la mobilisation affairiste de nouvelles mafias – une violence qui n'est pas près, dans les années qui viennent, d'avoir cessé de nous préoccuper.

NOTES

1. Au Brésil, l'adhésion aux droits de l'homme semble croître *en même temps* que la violence et en sens inverse à la sécurité des personnes ; des enquêtes comparables à celle de Nancy Cardia, relatives aux années 80, présentent des opinions beaucoup plus défavorables à la protection des droits que ses propres résultats, alors que l'exposition à la violence était alors bien moindre. Voir CARDIA Nancy, *Atitudes, normas culturais e valores em relação à violência em 10 capitais brasileiras*. Brasília, Ministério da Justiça, Secretaria de Estado dos Direitos Humanos, 1999 ; et PERALVA Angelina, *Violence et démocratie. Le paradoxe brésilien*. Paris, Balland, 2001.
 2. L'expression, adoptée par certains spécialistes, évoque une proportion importante des homicides enregistrés dans le pays, laquelle ne serait pas due à la criminalité stricto sensu, mais correspondrait plutôt à une forme très létale de règlement des conflits, nourrie par la circulation d'armes à feu et la consommation de boissons alcoolisées.
 3. Le président Lula en a fait l'expérience il y a quelques mois, lorsqu'il a été obligé d'exiger des excuses d'une autorité militaire qui s'était référée en des termes élogieux à l'égard de certains faits de répression qui ont eu cours pendant la période dictatoriale.
-

INDEX

Mots-clés : violence, répression, gestion de conflits

Index géographique : Afrique subsaharienne, Aires géographiques comparées, Brésil, Inde

AUTEUR

ANGELINA PERALVA

Angelina Peralva est sociologue, franco-brésilienne, professeure à l'université de Toulouse II, chercheuse au CADIS-CNRS/EHESS, Paris) et associée au CIRUS (CNRS-Université de Toulouse II). Ses recherches portent sur les liens entre violence et démocratie, avec des terrains en France et au Brésil.